

TALLEYRAND ET LES CENT JOURS

Vienne, le 11 mars 1815. La nouvelle du débarquement de Napoléon le 1^{er} mars à Golfe Juan, connue des principaux acteurs du congrès depuis le 6, vient d'être rendue publique. Celui, comme nous le rapporte J. Orioux¹ dans son livre consacré à Talleyrand, qui est appelé : « l'ogre, l'usurpateur, le monstre », Napoléon, est de retour. Talleyrand avait toujours affirmé que la trop grande proximité de l'île d'Elbe et des côtes française représentait un danger. Soutenu en cela par Lord Castlereagh, représentant la couronne britannique au congrès de Vienne, il demandait à ce que l'Empereur soit davantage éloigné du continent et avait proposé les Açores comme nouveau lieu d'exil. Un plus grand éloignement présentait aussi l'avantage d'empêcher le Tsar de se servir d'un possible retour de Napoléon comme d'un épouvantail lorsque les négociations n'allaient pas dans le sens qu'il souhaitait. « Prenez garde, je vais lâcher le monstre », disait-il alors, comme le relate J. Orioux¹. Ce débarquement ruine les efforts de Talleyrand qui avait réussi, grâce à ses talents de diplomate et de négociateur, à imposer les vues de la France dans nombre de décisions importante pour elle et pour le devenir de l'Europe postnapoléonienne.

Au terme de sa marche triomphale, Napoléon arrive à Paris le 20 mars. Il fut vite dégrisé. La situation n'y est pas aussi bonne que cela, nous dit la Comtesse de Boigne dans ses mémoires². « En arrivant à Paris, il apprit la déclaration de Vienne du 13 mars; il subit en même temps les froideurs et les réticences de la plupart des personnes qui dans l'ordre civil lui avaient été le plus dévouées..... J'ai lieu de croire que bien peu de jours après son arrivée aux Tuileries, il cessa de déployer l'énergie qui l'avait accompagné depuis l'île d'Elbe. Peut-être, s'il avait retrouvé dans ses anciens serviteurs civils le même enthousiasme que dans les militaires, il aurait mieux accompli la tâche gigantesque qu'il s'était assignée ; peut-être aussi était-elle impossible. »

Mis au ban de l'Europe par la déclaration du 13 mars, il se retrouva seul face à une nouvelle coalition dès le 25, date de la signature du traité d'alliance entre la Grande-Bretagne et l'Autriche.

La perspective de l'importance des forces armées qui se préparaient à déferler sur la France pour déloger Napoléon une bonne fois pour toute du trône était alarmante. L'issue de cette nouvelle guerre qui s'annonçait, même avec des troupes motivées, même avec son génie militaire, n'était rien moins qu'incertaine.

Que faire alors ? Le seul moyen d'éviter un affrontement armé dont tout laissait prévoir qu'il lui serait défavorable était de négocier séparément avec certains de ses membres, de faire éclater la coalition, avec pour seul moyen d'y parvenir la voie diplomatique.

A qui pouvait-il confier une telle mission ?

Molé ? Trop jeune, pas assez expérimenté, et puis il s'est dérobé.

Caulaincourt ? Il venait d'en faire malgré les réticences de l'intéressé son ministre des Affaires étrangères. C'est un bon diplomate mais pour les négociations qui s'annoncent ce n'est pas suffisant. Il lui faut un diplomate hors pair pour le conseiller. Il lui faut pour la comtesse de Boigne, « le contact journalier d'une raison ferme et droite »². Et le seul qui réponde à ce critère est Talleyrand !

Napoléon regrettait l'absence de Talleyrand, cet homme qu'il avait tant de fois couvert d'injures. Il en fit la confidence à Mollien. Frédéric Lollée dans son livre « Napoléon et Talleyrand »³ nous rapporte divers propos tenus par Napoléon sur son ancien ministre. « C'est encore l'homme, disait Napoléon, qui connaît le mieux ce siècle et le monde, les cabinets et les peuples. Il m'a quitté ; je l'avais assez brusquement quitté moi-même ; il s'est souvenu de mes adieux de 1814 ... Nous n'étions pas toujours du même avis ; il lui est arrivé plus d'une fois de m'en donner des bons. »

Ou encore :

« Ah si Talleyrand était là ! Il me tirerait d'affaire », dit-il un soir à M. de la Besnardière, nous rapporte F. Lollée.

De la part d'un immense personnage tel que Napoléon, ces propos sont un magnifique hommage au talent du grand homme que fut Talleyrand.

Mais Talleyrand est à Vienne, au service du Roi de France, pour lequel il vient de réaliser la prouesse d'arriver en représentant d'un pays battu, et d'avoir si bien retourné la situation que maintenant la France traite sur un pied d'égalité avec ses vainqueurs

F Lollée résume très bien les sentiments que Napoléon éprouvait : « Cette énigme vivante, crispait, exaspérait ses nerfs. Il le haïssait et le désirait, le recherchait et l'éloignait, le flattait et l'accablait d'invectives ; c'était une continuelle hésitation de la colère et de la faveur.³ »

Les relations entre ces deux hommes sont passées par tous les stades.

Au tout début il s'agissait pour le jeune général Bonaparte de respect et de considération pour ce personnage exerçant une fonction ministérielle qui lui en imposait. De son côté Talleyrand s'enthousiasmait pour ce jeune homme vif, énergique, en qui il voyait la solution pour sortir la France de l'instabilité politique assaisonnée de gabegie, de corruption et de division du Directoire. Par la suite une confiance et une relation étroite s'établirent entre eux. Il fut son mentor en politique et grâce à lui le général Bonaparte put accéder au pouvoir suprême.

Mais progressivement ces bonnes relations se détériorèrent. Devenu Empereur, Napoléon au faite de la puissance devint au fil du temps de plus autoritaire et de moins en moins enclin à écouter les conseils et les avis de modération et de prudence que lui prodiguaient son ministre, jusqu'à finir par le remplacer par un autre ayant l'échine plus souple et une personnalité moins forte. Il lui retire la charge de grand chambellan mais lui conserve celle de vice grand électeur pour ne pas s'en séparer totalement car il redoutait sa capacité de nuisance. Pour l'Empereur, il valait mieux l'avoir près de lui pour le surveiller, plutôt que de le savoir entièrement libre et dans l'opposition.

Plus d'une fois l'Empereur avait songé à le faire arrêter. Il n'en fit rien car il craignait que le remède fut pire que le mal, qu'il lui soit plus nuisible incarcéré ou exilé que libre. Il valait mieux se l'attacher par des honneurs et de l'argent, car il pourrait encore lui être utile. Talleyrand lui en imposait par ses grandes manières de parfait homme de cour et son éventail de relations dans les cours européennes. Napoléon en avait besoin pour donner de l'éclat et du prestige à sa cour qui en manquait cruellement. Il comptait que de par sa naissance et son

appartenance à la haute noblesse de l'ancien régime, il y attirerait les anciens émigrés pour la rehausser.

Emile Dard nous rapporte les propos qu'il lui tint : « Vous êtes un diable d'homme. Je ne puis éviter de vous parler de mes Affaires, ni m'empêcher de vous aimer.⁴ » C'est dire quelle importance il attachait au prince de Bénévent, à tel point qu'il fut en janvier 1810 invité à donner son avis dans l'affaire du divorce de Napoléon avec Joséphine. Talleyrand parla en faveur de l'alliance avec une archiduchesse d'Autriche. Enfin, le 23 janvier 1814, l'Empereur le nomma membre du conseil de régence.

Mais l'affront assaisonné de propos violents et grossiers qu'il fit subir à son ministre le 28 janvier 1809 n'est que le point d'orgue d'une longue succession de rebuffades, d'algarades et autres outrages publics qu'il lui infligea avant cette date. Il blessa dans son orgueil ce personnage si intelligent et si raffiné, même si à son habitude Talleyrand n'en laissa rien paraître. Ce sont des choses qui ne s'oublient ni ne se pardonnent. Cela, Napoléon ne pouvait l'ignorer.

Tout prouvait que la rupture était définitive : la vaine tentative de Napoléon, fin 1813, pour reprendre Talleyrand à son service comme ministre des Affaires étrangères, l'action de celui-ci en 1814 pour faire échouer une régence en faveur du roi de Rome et provoquer l'abdication pure et simple de l'Empereur, la part active qu'il prît à la réinstallation des Bourbons sur le trône, ses propos en faveur d'un plus grand éloignement de l'Empereur des côtes Européennes (Napoléon en eût connaissance par ses espions à Vienne), propos dont il eût la parfaite certitude quand, pendant les Cent-jours, arrivant à Paris, il s'était fait communiquer la correspondance adressée par Talleyrand à Jaucourt qui dirigeait le ministère en son absence,

Nonobstant toutes ces raisons qui vouaient sa tentative à l'échec, Napoléon expédia à Talleyrand trois émissaires :

- Charles de Flahaut (le fils de Talleyrand) qui n'allât pas plus loin que Stuttgart où il fut prié de faire demi-tour.

- Casimir de Montrond, son vieil ami et complice, qui arriva le 3 avril et à qui pour toute réponse il produisit l'accord du 13 mars. Montrond avait en outre pour mission de s'assurer auprès de Metternich et de Nesselrode du sérieux des « nations étrangères à ne point reconnaître Bonaparte et à lui faire la guerre » (Idem E Dard). Talleyrand s'empressa de signaler la venue de Montrond ainsi que sa mission au Roi dans un courrier daté du 13 avril 1815. Toutefois il faut noter que si, dans cette lettre, il lui parle de la mission de Montrond auprès des puissances étrangères, il ne dit absolument rien du contenu de l'entretien qu'il eût avec lui !!!

- le troisième émissaire envoyé par Napoléon fut Louis-César Alexandre Dufresne de Saint Léon (1751-1836), plusieurs fois chargé par Talleyrand de missions diplomatiques et, d'après Emile Dard son ancien fondé de pouvoir à Bénévent. Il fut envoyé à Talleyrand sur un ordre écrit que Napoléon donna à Caulaincourt :

« Paris, ce 22 avril 1815.

Monsieur le duc de Vicence, je vous autorise à faire donner des assurances de restitution de ses biens au prince de Bénévent s'il se conduit en Français et me rend quelques services. Le sieur Saint-Léon pourra aussi prendre des engagements avec M de Metternich depuis un

jusqu'à dix millions, si l'Autriche, en s'éloignant de la coalition, suit un système plus conforme à ses véritables intérêts et aux liens de famille qui l'unissent à moi. Sur ce, je prie dieu qu'il vous ait en sa sainte garde. Napoléon. »

Ce courrier donne raison à la Comtesse de Boigne qui parlait d'un fléchissement de la détermination de l'Empereur. Il sentait que son entreprise était vouée à l'échec face à une coalition militaire aussi importante. La seule issue possible était la voie diplomatique.

La démarche de Saint-Léon parvint fut vaine. Non seulement il n'obtint rien, et il ne put voir Talleyrand en particulier. L'entrevue eut lieu en présence de Metternich et de Nesselrode (source E de Waresquiel 5). En retour, Talleyrand lui remis cette lettre pour Caulaincourt :

« Saint-Léon que vous avez laissé arriver jusqu'ici, mon cher ami, m'a donné des renseignements sur mes Affaires et sur mes amis, va repartir (sic) ; et je ne veux pas le laisser nous quitter sans le rendre porteur de toutes mes amitiés pour vous et Mme de Caulaincourt. Il vous dira que je me porte bien, que fais (sic) ce que à ma place je crois que vos feriez et que je vous aime. Si mes Affaires ont besoin soit de conseils ou d'appuis, je dis que l'on s'adresse à vous (Mémoires de Caulaincourt). »

Quelle admirable manière de formuler à demi-mots une fin de non-recevoir tout en indiquant toujours à demi-mots à Caulaincourt qu'il est son intermédiaire occulte et qu'il le fait savoir !

Cette lettre est dans la vraie tradition de la diplomatie française, tout en subtilités et en nuances, où les propos trop tranchés sont bannis, où l'on excelle dans l'art de manier la litote. Il est issu de l'esprit de l'ancien régime, celui de sa noblesse, celui de Talleyrand dont c'était un trait essentiel.

Talleyrand ne donna pas suite aux propositions (agrémentées d'un appel à sa fibre patriotique) de l'Empereur. Il en prévint aussitôt Louis XVIII. Il ne fait aucun doute qu'à aucun moment il n'a songé à se rallier à la cause de Napoléon. Quel avantage aurait-il eu à le faire ? Aucun ! Au contraire il avait tout à perdre dans cette aventure.

S'il avait cédé aux avances de l'Empereur, cela n'aurait pas arrangé pour autant les affaires de celui-ci car ce revirement de Talleyrand l'aurait totalement discrédité, aurait ruiné définitivement sa réputation internationale, et n'aurait rien changé dans la détermination des puissances alliées à chasser Napoléon du trône de France.

Les alliés venaient de se partager les dépouilles de l'Empire napoléonien et ne voulaient pas perdre tout ou partie de ces biens si âprement marchandés au congrès de Vienne. Sans compter que, qu'il réussisse ou non à faire éclater la coalition, Talleyrand se serait mis à la merci de l'Empereur qui le haïssait et se défiait profondément de lui. Même en cas de réussite de l'entreprise dans laquelle il se serait lancé, les vieilles rancunes de Napoléon auraient tôt ou tard repris le dessus, et alors il n'aurait pas hésité à s'en débarrasser.

L'Empereur fit également envoyer plusieurs émissaires :

- Antoine Didier à Londres, qui fut refoulé à Douvres ;

- Mme de Vitrolles (dont le mari était emprisonné à Vincennes) envoyée à Gand sonder les amis du comte d'Artois ;

- Le Baron de Stassart (envoyé par Napoléon porter des ouvertures de paix à l'Empereur d'Autriche et qui y fût emprisonné).

Ces missions n'eurent également aucun résultat.

Malgré le crédit dont il jouissait à Vienne, Talleyrand savait parfaitement qu'en dépit des marques nombreuses, fort hautement et publiquement exprimées de sa solidarité et de son soutien aux nations membres de la coalition, il demeurait à son égard un soupçon de connivence de longue date avec Napoléon. Il se disait dans l'entourage de l'Empereur d'Autriche qu'il était en relation épistolaire suivie avec l'exilé de l'île d'Elbe. Une surveillance constante était exercée sur la délégation française et surtout sur lui, ses agissements, ses propos, sa correspondance. Le passage à l'hôtel Kaunitz de plusieurs envoyés de Napoléon s'est fait au vu et au su de tous et n'a fait qu'aggraver les soupçons de double jeu qui planaient sur lui. La défiance fut portée à un tel degré que lorsque, une fois le congrès clôturé, Talleyrand, souhaitant quitter Vienne pour rejoindre le Roi à Gand, réclama ses passeports, Metternich ne se hâta point de les lui rendre. L'Autriche avait-elle peur de le voir partir à bride abattue vers Paris ?

Cette réputation et cette renommée dans les cours Européennes, Talleyrand y tenait par-dessus tout. Elle représentait pour lui le marchepied indispensable pour ce qu'il aura ambitionné toute sa vie : jouer un rôle prépondérant sur la scène politique française, pour la diriger ou à défaut pour permettre à sa patrie, par son talent de diplomate, de briller et de jouer un rôle prépondérant sur la scène internationale. C'est ce qui importait le plus pour lui et qui est plaisamment illustré par le titre du livre de M Duff Cooper : « Talleyrand. Un seul maître, La France »⁶.

Pendant que se constitue et s'arme la coalition qui va chasser Napoléon du trône qu'il vient de reconquérir avec l'aide enthousiaste d'une partie de l'armée et de la population, les travaux du congrès continuent à Vienne.

Bien que l'attention des négociateurs soit en partie accaparée par ce qui se passe sur le sol de France où Napoléon entre dans Paris sans verser une goutte de sang, Paris d'où Louis XVIII s'est enfui précipitamment, les négociateurs sont pressés d'en finir.

Ils veulent s'assurer que ce qu'ils avaient obtenus au cours de ces longues négociations de l'hiver 1814 1815 ne serait pas remis en cause, et veulent pouvoir enfin se consacrer pleinement à la préparation du conflit armé inévitable aux yeux de tous.

Avec le retour triomphal de l'Empereur la tâche de Talleyrand s'est considérablement compliquée. Il ne représente plus aux yeux des autres nations qu'un souverain en fuite dont l'avenir n'est rien moins qu'assuré, un poltron qui n'a même pas tenté de lutter pour conserver son royaume, et dont le comportement a compromis ses chances de régner à nouveau. Il est en effet fort probable que les puissances alliées, une fois Napoléon chassé du trône de France, soient peu enclines à y réinstaller un souverain qu'ils ont restauré une première fois au prix d'un fleuve de sang, et qui a été incapable de s'y maintenir.

Louis XVIII commit en effet beaucoup de fautes lors de cette première Restauration tant sur le plan diplomatique, en traitant avec hauteur les autres souverains à qui pourtant il devait de se trouver aux Tuileries, mais aussi à l'intérieur où ses maladresses lui valurent l'aversion d'une grande partie de son peuple, aversion aggravée par sa fuite honteuse à Gand.

Devant l'accueil triomphal fait à Napoléon lors de sa marche sur Paris par l'armée mais aussi par la population des régions qu'il traversa, les puissances alliées étaient en droit de s'interroger sur l'opportunité de rendre sa couronne à un Roi avec qui, manifestement, une grande partie du peuple ne se sentait pas en sympathie.

Pour épargner à la France de connaître le sort des vaincus à la fin du conflit armé qui doit inéluctablement conduire à la défaite de Napoléon, tant le rapport des forces qui vont l'affronter lui est défavorable, Talleyrand voulut dissocier la France de l'entreprise napoléonienne. Dès le 13 mars, il le fit déclarer Hors la loi.

Mais cela n'est pas suffisant. Le 25 mars, l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie, signent à Vienne un nouveau traité par lequel ces nations s'engagent à réunir tous leurs efforts contre Napoléon. Le roi de France est invité spécialement à donner son adhésion au présent traité, ce que Talleyrand s'empresse de faire, soucieux de bien établir que la coalition n'est tournée que contre le seul Napoléon, et non pas contre la France qui par son adhésion doit être regardée non comme une ennemie mais comme une alliée.

C'est en Italie que les hostilités débutèrent

Au Congrès de Vienne Talleyrand, pressé par Louis XVIII et lui-même convaincu qu'il fallait éliminer Murat et le chasser de son trône pour y réinstaller à sa place l'ancienne dynastie des Bourbons, se heurte à la mauvaise volonté de l'Autriche alliée à Naples. Il défend âprement sa position et y consacre beaucoup de temps et d'efforts entre novembre 1814 et mars 1815. Il s'oppose systématiquement au maintien de Murat sur le trône de Naples. Murat, qui au début avait choisi le camp Autrichien pour conserver son Royaume de Naples, n'ignore pas ce qui se trame contre lui à Vienne et sent que l'Autriche va tôt ou tard (plutôt tôt que tard d'ailleurs) le lâcher. Il comprend que son royaume est menacé. Ayant trahi Napoléon en 1814 il avait néanmoins noué des contacts avec l'Empereur alors à l'île d'Elbe. Lorsque Murat apprend le débarquement de celui-ci en France, il entrevoit, à la faveur de cet événement, la possibilité de soulever et d'unifier l'Italie (et d'en devenir le Roi !). Avec le soutien des nationalistes il déclare la guerre à l'Autriche, mettant Napoléon dans une situation délicate car celui-ci cherchait à signer avec l'Autriche un pacte secret de non-intervention. Tout cela fait le jeu de Talleyrand à Vienne et lui permet de décider l'Autriche à éliminer Murat. La campagne du Roi de Naples avait bien commencé et le conduisit jusqu'à Bologne. Mais la contre-offensive Autrichienne sonne le glas de l'entreprise et Murat, battu à Tolentino, doit battre en retraite et, poursuivi par les troupes Autrichiennes, s'enfuit à Naples où il arrive le 18 mai 1815, au soir. Dans la nuit du 19 au 20 mai, Murat décide de mettre son épée au service de Napoléon et part pour la France. Ce même 20 mai, le traité de Casalanza met fin au règne de Joachim Murat à Naples.

Napoléon n'aime pas Murat. Il n'a pas oublié que Talleyrand et Fouché avaient jadis intrigué en vue de le remplacer par Murat au cas où il lui arriverait malheur, et encore moins que ce

général flamboyant qui lui devait son trône l'avait trahi en faveur de l'Autriche. C'était de plus, malgré sa valeur militaire, un allié encombrant et maladroit. Sa précipitation à déclarer la guerre à l'Autriche a fait échouer le projet de Napoléon de tenir cette nation à l'écart du conflit qu'allait immanquablement entraîner son retour. Il décide de se passer des services de ce brillant cavalier (ce qu'il regrettera à Sainte-Hélène) et lui demande de se tenir loin de Paris et de s'établir entre Grenoble et Sisteron.

Et pendant ce temps-là, Napoléon furieux de n'avoir pu rallier Talleyrand à sa cause s'en prend aux biens de celui-ci. Le 24 mars 1815 un édit impérial les met sous séquestre. Bien entendu cette décision concerne aussi le château de Valençay, et en exécution de l'arrêté préfectoral pris le 7 avril à Châteauroux, Maître Archambaud, notaire à Valençay se présente au château le 23 avril 1815 pour procéder à l'inventaire des biens du Prince de Bénévent. Si l'inventaire du château proprement dit s'achève le 30 avril, le recensement et l'évaluation de l'ensemble des biens ne seront réellement terminés que le 20 mai. Sur ce sujet je vous renvoie à l'ouvrage : « Talleyrand, chronique indiscrete de la vie d'un prince » (7) de M. André Beau, qui fut le président des Amis de Talleyrand jusqu'en 2003, et président d'honneur jusqu'à son décès (M. Beau fut également le maire de Valençay et représentant au Conseil Général de l'Indre).

Revenons à Vienne ou Talleyrand, en dépit de la situation difficile dans laquelle il se trouve, continue de participer aux travaux du congrès. Il tient le roi en exil à Gand régulièrement informé de ce qui se passe dans la capitale Autrichienne

Convaincu de l'inéluctabilité de la défaite de Napoléon, il songe au moyen de remettre Louis XVIII en possession de son royaume. Parfaitement conscient que les « maladroites » de ce souverain sont en grande partie responsables de sa chute, il envoie le 23 avril, un mémoire au Roi dans lequel il dit courageusement au souverain :

Que « Les déboires du roi tiendraient à son refus de tenir compte des événements intervenus depuis la chute de la monarchie ... Qu'il lui faut donc les assurer des garanties constitutionnelles, la liberté de la presse, l'acquisition des biens nationaux ... Il faut aussi respecter l'armée, les nouvelles élites. »

Il met aussi en évidence l'hostilité du tsar.

En 1814 celui-ci n'était pas un chaud partisan du retour des Bourbons sur le trône. Il aurait plutôt penché pour une régence de l'impératrice. Mais, suite au refus de celle-ci, et grâce au travail de Talleyrand qui a usé de toute son influence et de tout son art de la diplomatie, il s'était résigné à voir Louis XVIII monter sur le trône. En retour celui-ci le traita avec hauteur en lui refusant une distinction honorifique (le cordon bleu), en refusant d'accéder au souhait du Tsar de voir Caulaincourt qu'il estimait beaucoup accéder à la Pairie. De plus la Charte constitutionnelle n'était pas conforme à ses attentes. Tout ceci faisait que le Tsar songeait à installer sur le trône la maison d'Orléans.

Au congrès, des difficultés se font jour :

« Dans la seconde quinzaine de mai les Russes tenteront de faire reporter *sine die* la signature du traité de Vienne pour éviter que Talleyrand ne le paraphe au nom du Roi Louis XVIII. » (E. de Waresquiel⁵).

Il est évident que cet acte ne satisfaisait pas le tsar. L'Empereur de Russie était arrivé à Vienne avec des ambitions territoriales considérables (la Pologne mais aussi les Balkans) et politiques (favoriser l'extension de la Prusse au détriment du roi de Saxe). Ambitions que Talleyrand, avec une toute autre vision de ce que devait être l'équilibre des forces en Europe pour établir une paix durable et pérenne, s'était employé à contrecarrer durant tout le congrès. Bien qu'ayant obtenu la part du lion, le tsar Alexandre était insatisfait. Il comptait, en obtenant le report de la signature du traité, que celle-ci n'interviendrait jamais, le rendant nul et non avvenu. De plus c'était aussi se venger de Talleyrand qui serait de ce fait ridiculisé, déconsidéré et humilié par cet échec.

Pourquoi cette haine à l'égard d'un homme qu'un an auparavant il écoutait avec attention ? L'attitude de Talleyrand au Congrès en est pour une large part la cause. Bien qu'étant d'un esprit ouvert avec de grandes idées libérales, le tsar reste malgré tout un autocrate et ne supporte pas de voir ses plans et ses ambitions contrecarrées. Ayant été très conciliant en 1814, il ne supportait pas qu'à Vienne Talleyrand s'oppose à ses vues. Il manifesta ouvertement son hostilité et son aversion pour celui que, jadis il tenait en la plus haute estime. C'est à cause de Talleyrand qu'Alexandre a accepté d'installer à contrecœur sur le trône Louis XVIII qui, faisant preuve d'une belle ingratitude, le traita avec hauteur et pressa Talleyrand au congrès de Vienne de faire barrage à ses prétentions territoriales.

En faisant ajourner la signature du traité de Vienne, le tsar veut surtout rendre nulles et non avenues les décisions qui y ont été adoptées. Alexandre veut qu'après avoir vaincu et chassé Napoléon, de nouvelles négociations pour un nouveau traité aient lieu pour imposer ses vues et remanier l'Europe à sa convenance. Il veut imposer à la France des conditions si sévères que Talleyrand, malgré tout son talent de diplomate, ne pourra pas adoucir. Il lui fera ainsi perdre l'immense prestige dont il jouit sur la scène politique européenne.

Le roi sentant son retour sur le trône menacé avait besoin de son ministre des Affaires étrangères, considéré et respecté dans toute l'Europe pour écarter le danger. Le 5 mai il lui adressa une dépêche lui mandant de venir au plus vite auprès de lui en laissant à un plénipotentiaire de moindre importance le soin de signer l'acte final.

Talleyrand ne voulait à aucun prix laisser à un autre la gloire de signer un acte pour lequel il a déployé tout son talent, passé tant de temps. Il restait d'ailleurs quelques points délicats à négocier pour lesquels il estimait, à juste titre, que lui seul pouvait y parvenir. De plus il n'est pas certain qu'une fois Talleyrand parti l'acte final aurait été signé. Il argua du fait que sa présence était indispensable pour ne point quitter Vienne.

Le 10 juin 1815, après avoir enfin récupéré ses passeports, Talleyrand se met en route pour rejoindre Louis XVIII à Gand où le roi l'attend impatiemment car il est parfaitement conscient qu'il ne pourra remonter sur son trône que grâce à son ministre dont le prestige dans les chancelleries européennes, déjà considérable à l'ouverture du Congrès de Vienne en septembre 1814, a encore grandi.

Mais Talleyrand s'attarda en route.

Pourquoi Talleyrand mit-il tant de temps pour rejoindre le roi ?

Il ne faut pas oublier que Talleyrand faisait l'éloge de la lenteur qui, en diplomatie, est à ses yeux une vertu « par peur de vous compromettre ou de vous tromper » (instruction donnée par Talleyrand au général Andréossi lors de sa prise de fonction comme ambassadeur de France à Londres en 1802⁹).

La lenteur de son déplacement peut s'expliquer par le fait qu'il voulait se donner du temps et du recul pour observer le déroulement des opérations militaires en cours. Car même si le rapport des forces en présence jouait en faveur de la coalition, on ne pouvait totalement exclure la possibilité que Napoléon, grâce à son incontestable génie stratégique, ne retourne la situation en sa faveur par des victoires acquises en affrontant séparément les armées de chaque nation. Il voulait se donner du temps pour en analyser le résultat et réfléchir à ce qui allait advenir selon qu'il soit favorable ou défavorable à la cause qu'il défendait.

Talleyrand usa de l'excuse plus ou moins valable mais tout à fait dilatoire de son état de santé pour justifier son retard à paraître devant le roi. Ce comportement agaçait et offensait Louis XVIII, et lui semblait de plus en plus suspect. Nonobstant le crédit dont il jouissait et ses prises de positions personnelles sans équivoque contre Napoléon, il subsistait à l'égard de Talleyrand un soupçon de connivence avec celui-ci. Bien qu'ayant hautement et publiquement condamné l'entreprise napoléonienne, un doute sur sa sincérité subsistait et il se sentait surveillé par tout le monde.

Nous ne saurons hélas jamais ce qu'il pensa de la victoire de Napoléon le 16 juin 1815 sur les prussiens à Ligny. Il n'en dit mot dans ses mémoires dans lesquelles il se contente de mentionner que c'est en arrivant en Belgique qu'il apprit le résultat de la bataille de Waterloo (le 19 juin en traversant Aix La Chapelle, d'après J. Orioux). Le peu que nous sachions à ce propos se trouve dans une lettre qu'il adressa le 20 juin à la Duchesse de Courlande dans laquelle il parle de cette bataille ou il déplore la grande quantité de sang versé.

Sans doute profitât-il aussi de ce voyage à petites journées pour parfaire le rapport sur le congrès de Vienne qu'il remit au Roi lors de sa première entrevue. C'est écrit-il dans ses mémoires⁸ « un résumé de nos travaux au congrès ». Mais pas seulement. C'est également « un exposé des moyens que je croyais propres à réparer les fautes commises pendant la première restauration ». Dans ce document il déclare que :

- la monarchie de droit divin a vécu et qu'il ne peut plus s'y référer.
- les gouvernements existent uniquement pour les peuples.
- le pouvoir absolu tel qu'il a existé et été exercé sous les règnes précédents ne serait plus accepté ainsi que le mode de gouvernance d'alors.
- il fallait absolument éviter de s'appuyer sur l'autorité de la religion pour gouverner car elle avait été bannie par la révolution.

- il fallait garantir la liberté individuelle, la liberté de la presse, l'indépendance de l'ordre judiciaire et sa seule compétence en tout, excluant le pouvoir de juger certains cas par les administrations.

- il faut des ministres responsables et solidaires dont le choix sera fait en fonction de leur compétence et non dû à la faveur

- la Loi soit l'émanation de la volonté librement consentie de tous et non d'un seul.

Il ajoute que les souverains étrangers ou leurs ministres avec qui il s'était entretenu partageaient tous ce point de vue et qu'ils souhaitaient « que les institutions soient en harmonie avec les idées du temps » ((idem. mémoires de Talleyrand), qu'il fallait que « tout fut oublié en France et le fût sans réserve », ((idem. mémoires de Talleyrand), autrement dit garantir qu'il n'y ait pas de vague de règlements de comptes ni de vengeances susceptibles de créer dans le pays un climat de rancœur et d'hostilité qui serait un facteur d'instabilité politique, et partant de nouveaux troubles en France .

Cela revient à dire au Roi que les puissances étrangères ne favoriseraient sa remontée sur le trône qu'à la condition qu'il s'engage sans réserves sur les points qui viennent d'être énumérés, laissant entendre que c'était la condition *sine qua non* de leur concours. Il demande au Roi de ne pas regagner la France dans les fourgons des armées étrangères, lui disant qu'en le faisant « Il gâtait sa cause ; qu'il refroidirait ainsi l'attachement qu'on avait pour sa personne en blessant ainsi l'orgueil national » (Idem mémoires de Talleyrand), donnant au peuple l'impression qu'il a été remis de force par l'étranger, qu'il valait mieux pour son prestige qu'il entrât sans eux dans son royaume et installât son gouvernement en un endroit échappant à l'autorité de Napoléon.

Ce petit jeu faillit se retourner contre lui car Waterloo a changé la donne. Aux yeux du Roi il n'était plus aussi indispensable et, pressé de récupérer son trône, agacé par l'attitude d'un ministre qui, une fois arrivé à Gand ne s'était pas présenté immédiatement pour lui faire son rapport, et avait l'outrecuidance de se faire prier et de le faire attendre, décida de partir sans rencontrer son ministre.

Le départ du Roi prit Talleyrand complètement au dépourvu. Il se rendit compte que son comportement l'avait empêché de faire valoir ses vues. Averti nuitamment et se rendant compte de son erreur de stratégie, il se précipita chez le roi et arriva au moment où Louis XVIII montait dans son carrosse.

La brève entrevue qu'ils eurent au petit matin faillit sonner le glas de ses ambitions.

L'impatience du monarque lui faisait perdre l'occasion de diriger les Affaires une fois rentré à Paris. D'après Chateaubriand qui s'en délectât, il en perdit son flegme légendaire.

Le peu d'empressement de Talleyrand à se rendre à Gand s'explique aussi par le fait qu'il ne souhaitait pas que le roi rentrât en France à la suite des armées étrangères et qu'il espérait, en se faisant attendre, que le roi différerait son départ jusqu'à leur entrevue pour l'en dissuader. Sur ce point les avis de l'Angleterre et de l'Autriche sont divergents.

- D'un côté Wellington, militaire avant d'être un diplomate, qui tient à exploiter au maximum l'avantage de sa victoire à Waterloo en se servant du roi et de la caution politique et morale qu'il représente, afin d'éviter des affrontements sanglants lors de sa progression vers Paris, et qu'il soit accueilli non comme un envahisseur mais comme un libérateur. Il adresse à

Talleyrand depuis Le Cateau où Louis XVIII vient d'arriver un message dont voici un extrait : « C'est moi qui ai recommandé au Roi d'entrer en ce moment en France, parce que je connaissais l'étendue de nos succès dans la bataille du 18 dernier, parce que je désirais profiter de l'influence du nom de Sa Majesté pour donner à ce succès tous les avantages qu'on en pouvait attendre, et parce que je prévoyais qu'il occasionnerait une crise dans les Affaires du roi, particulièrement à Paris, ce qui me ferait souhaiter que, pour en tirer avantage, Sa Majesté fût sur les lieux, ou, au moins, aussi près que les circonstances le permettraient ... Je me flatte que si j'avais pu vous voir ou si vous aviez connu le véritable état des Affaires, lorsque vous avez conseillé au roi, à Mons, de ne pas entrer en France, vous auriez donné à Sa Majesté un avis différent et que vous auriez suivi le roi... » (source F Lollée : 10)

- De l'autre Metternich, le fin diplomate et l'excellent homme politique, dont le point de vue est identique à celui de Talleyrand, veut s'assurer que le retour du roi se fasse sans créer de nouveaux mouvements subversifs dans la population française, susceptibles de provoquer une situation instable voire même explosive qui pourrait dépasser les frontières du pays et semer la confusion en Europe. Voici également un extrait d'un message qu'il adressa depuis Mannheim à Talleyrand daté, lui aussi, du 24 juin : « Restez fidèle à votre idée, faites aller le roi en France, dans le midi, dans le nord dans l'ouest, où vous voudrez pourvu qu'il soit seul, chez lui, entouré de français, loin des baïonnettes étrangères et des secours de l'étranger. Il suffit de suivre le système du gouvernement de Bonaparte pour se persuader que la grande arme dont il a voulu se servir est celle de l'émigration. Le roi cessera d'être émigré, le jour où il sera chez lui au milieu des siens. Il faut que le roi gouverne et que les armées royales opèrent loin des armées alliées. Dès que le roi aura formé le noyau dans l'intérieur, nous dirigerons vers lui tout ce qui déserte à nos armées. » (Idem F Lollée).

Il devient urgent pour Talleyrand de renouer avec le Roi pour le persuader de se rallier à l'option Metternich qui correspond parfaitement à sa vision des choses. Ce sera fait grâce à l'intervention de personnes de l'entourage du roi ainsi que celle, oh surprise !, de Chateaubriand.

Mais avant de rencontrer à nouveau Talleyrand le roi adresse depuis le Cateau-Cambrésis une proclamation aux Français, une déclaration qui risquait fort de compromettre définitivement ses chances de retour aux Tuileries et dont les termes sont tels qu'ils alarmèrent fortement Wellington. Celui-ci craint que cet écrit provoque une réaction hostile des français vis-à-vis des troupes étrangères qui entrent sur le territoire pour remettre au pouvoir un roi animé d'un tel désir de vengeance.

Lors de la froide entrevue que Talleyrand eut avec le roi à Mons, il se rendit parfaitement compte que le souverain qui avait déjà fait son choix, rentrerait en France « dans les fourgons de l'étranger ». Comprenant que les vues de Wellington l'emportaient sur celles de Metternich et de lui-même, il dut se rallier à celle qui prévalait. Il joua la dernière carte qui lui restait en main. Il savait qu'il demeurerait non seulement aux yeux des puissances alliées, mais à ceux des Français, un personnage incontournable. Il usa de son excellente relation avec Wellington pour que celui-ci fasse « savoir au chef de la maison de Bourbon que son gouvernement n'était pas libre de se séparer du Prince de Bénévent (idem F Lollée) ». Louis

XVIII qui était pressé se remonter sur son trône dût donc, à regret, s'humilier en demandant à celui dont il croyait s'être débarrassé de revenir l'éclairer de ses conseils.

La nécessité cruelle dans laquelle Louis XVIII se trouvait d'être obligé de compter sur Talleyrand pour rentrer dans Paris et regagner son trône mit celui-ci en position de force et lui ouvra toute grande la porte de la direction des Affaires. Talleyrand posait l'acceptation des garanties demandées au Roi par les puissances étrangères comme condition à sa participation à la seconde Restauration en déclarant au Roi que « s'il prenait un autre parti il me serait impossible de diriger les Affaires ???? je lui offris ma démission ». (Idem Talleyrand mémoires).

Quelle audace !!! Talleyrand tient l'avenir de la monarchie dans sa main. Mais il n'a pas encore gagné la partie. Il a en face de lui un Roi très intelligent qui ne l'aime pas et qui fera tout son possible pour se passer de ses services. Il faudra l'intervention de Wellington, le vainqueur de Waterloo, tout auréolé de la puissance que lui confère cette victoire, pour que Talleyrand accède au poste qu'il ambitionne.

Bibliographie :

Ouvrages Cités :

- (1) Jean Orioux : « Talleyrand », biographies historiques Flammarion
- (2) Comtesse de Boigne : « Mémoires », tome 2, collection Le temps retrouvé
- (3) Frédéric Lollée : « Talleyrand et la société Française », Emile-Paul, Editeur Paris 1911
- (4) Emile Dard : « Napoléon et Talleyrand », Emile-Paul Editeur, Paris 1911
- (5) Emmanuel de Waresquiel : « Talleyrand le prince immobile », et « Mémoires et correspondances du Prince de Talleyrand »
- (6) Duff Cooper : « Napoléon. Un seul Maître La France », Editions Alvik
- (7) André Beau : « Talleyrand, chronique indiscreète de la vie d'un prince », collection Saga, Editions Royer, 1992
- (8) Talleyrand : « Mémoires », collection Les mémorables, Plon
- (9) Georges Lacour-Gayet : « Talleyrand », biographies Payot

Autres Ouvrages consultés :

- Jules Bertaut « Talleyrand », Editions H Landranchet 1945.
- Georges Bordonove : « Talleyrand », Editions Pygmalion 1999.
- André Castelot : « Talleyrand ou le cynisme », Librairie Académique Perrin 1980.
- Guglielmo Ferrero « Talleyrand au congrès de Vienne », Editions De Fallois, Paris mars 1996.
- Louis Madelin « Talleyrand », Editions Tallandier 1979
- Jean Rivois : « Vie de M de Talleyrand-Périgord prince de Bénévent », 1958
- Alexandre Sallé : « Vie Politique de Charles-Maurice prince de Talleyrand », copie à l'identique de l'édition de 1834 parue chez Chapitre.com., Source Bibliothèque Nationale de France
- Jacques Sindral : « Talleyrand », Editions Gallimard 1926.

- Evgeniï Viktorovich Tarlé, de l'Académie des sciences de l'URSS : « Talleyrand », Editions en langues étrangères Moscou, édition de 1958